

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'hypocrite

# **Jean-Pierre Raffarin souhaite "une rentrée apaisée pour la France"**

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 27 août 2003

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Jean-Pierre Raffarin souhaite "une rentrée apaisée pour la France"**

**AFP 24/08 11:03 :**

*Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a déclaré qu'il souhaitait "une rentrée apaisée pour la France" après l'effervescence sociale du printemps et la polémique sur la mauvaise gestion gouvernementale de la canicule meurtrière.*

*"Je souhaite une rentrée apaisée (...) Je ne le dis pas pour moi, je le dis pour la France. Je comprends qu'il faut que l'Etat fasse les gestes nécessaires pour l'apaisement social. C'est ce que je fais en ce moment en recevant les syndicats d'enseignants", a-t-il dit dans une intervention de rentrée accordée samedi à Matignon aux seules radios France Inter, Europe 1 et RTL et diffusée dimanche.*

*"Je leur dis clairement : je sais que l'avenir de la France, ce n'est pas un avenir à l'américaine. Je vois bien que la France, dans un monde difficile, n'existe que par la mobilisation de l'intelligence, des talents, de la qualification, donc l'éducation est au coeur de la société", a lancé M. Raffarin à une dizaine de jours d'une rentrée scolaire que certains observateurs pressentent mouvementée.*

*"Faisons en sorte d'avoir un diagnostic partagé (sur l'école) et faisons en sorte qu'on puisse bâtir cette réforme globale de l'éducation au coeur de la nation", a-t-il, dit.*

*À l'approche des élections régionales et européennes du printemps 2004, M. Raffarin affirme qu'il "ne veut pas qu'on ralentisse l'action".*

*"Il y a des difficultés, il faut rester mobilisés. Notre société est fragile, notre économie est elle aussi fragile. Il faut être mobilisés pour la croissance et il faut pour cela rester actifs. Le gouvernement restera actif", a-t-il observé.*

*"Je vais proposer à la fin du mois de septembre l'Agenda 2006 pour donner de la profondeur à notre action, pour articuler sur le budget 2004, sur le budget 2005, sur le budget 2006 des grandes réformes qui nous attendent", a-t-il ajouté, souhaitant ainsi toujours inscrire son action dans la durée.*

*"Je veux qu'on maîtrise les flux de l'immigration, je veux qu'on réforme le droit d'asile, je veux que nous puissions poursuivre un certain nombre de réformes importantes. Nous allons prendre le temps de la concertation et de la négociation sur l'assurance maladie pour défendre la Sécurité sociale qui est un patrimoine national", a-t-il expliqué. "Nous avons beaucoup de travail, il faut le faire dans la sérénité".*

(transmis par Joël Pierson, O5, merci)

**L'hypocrite Raffarin ne mérite pas une telle rentrée apaisée, il doit être sifflé partout !**

**La liste des méfaits du gouvernement Raffarin, cet été, est interminable :**

**Les 30 méfaits de l'été**

1) Il a dans la droite ligne du rapport parlementaire de Philippe Douste-Blazy, qui stigmatise " le modèle français des entreprises publiques hérité de la guerre et de la Libération " et prôné " l'ouverture à la concurrence (...), une condition de la modernisation, et donc de la pérennité du secteur public, multiplié les annonces de privatisation :

a. EDF et GDF : Le ministre de l'Économie, Francis Mer, a adressé aux présidents d'EDF et de GDF deux lettres en forme de feuille de route pour les prochains mois. Il exclut notamment la fusion des deux établissements, revendiquée par la CGT, tout en maintenant l'objectif d'enclencher le processus de privatisation. Francis Mer demande aux deux présidents, François Roussely et Pierre Gadonneix, de présenter " un projet industriel ambitieux et cohérent comportant un volet social mobilisateur ", s'inscrivant dans l'optique du débat sur le changement de statut

d'EDF et GDF, qui, selon le gouvernement, doit se tenir à la fin de l'année.

b. France Télécom : Un avant-projet de loi vise à modifier les " conditions d'attribution des missions de service universel des télécommunications ", les " conditions d'emploi des fonctionnaires de France Télécom " et, enfin, le " statut " de l'entreprise. Le gouvernement tient à ce que le projet puisse être examiné à la rentrée parlementaire. Une urgence que le gouvernement justifie en évoquant la nécessaire adaptation aux " évolutions du droit communautaire ". Concrètement, le projet veut séparer les secteurs rentables (la téléphonie mobile) de ceux qui ne sont pas jugés comme tels (l'équipement des zones rurales). Enfin, l'abonnement au téléphone fixe pourrait augmenter de 2,3 %.

c. Caisse des dépôts et consignations : en prélude à une privatisation complète de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le ministère des Finances a confirmé la cession intégrale d'EULIA et de CDC Ixis aux Caisses d'épargne. Après la privatisation, entre autres, de la BNP en 1993, du Crédit lyonnais en 1999, c'est la dernière banque publique, CDC Ixis, qui est livrée au privé. La vente progressive des filiales de la CDC (qui en compte 500) remet en cause les missions de service public du " bras financier de l'État ".

d. Renault Vente par l'État de 8,5 % du capital de la firme au losange. Aujourd'hui, l'État français ne détient plus que 15 % du capital du constructeur. (cf. l'Huma du 21/8 sur ces points)

2) Il a massacré les retraites allongeant la durée de cotisation pour le public et le privé à un premier palier de 41 années à l'horizon 2012 puis à 42 ans en 2020, ce qui a été voté par l'Ump et l'Udf. Les pensions devraient, dans le même temps, baisser de 78 % du salaire en moyenne à 66 %.

3) La baisse du taux du livret A. 46 millions de bénéficiaires, la quasi-totalité de la population, vont voir leurs maigres économies moins bien rémunérées, de 3 % à 2,25 %. La baisse du livret A n'aura pas d'effet positif sur les loyers, tandis que le risque de décollecte fragilise le financement du logement social.

4) Intermittents ignorés Il n'est toujours pas question de refuser l'agrément et d'inviter Medef et syndicats à reprendre les discussions. Les professionnels du spectacle, dont un accord inique obtenu par le Medef grâce à la complaisance de syndicats minoritaires programme la disparition d'un tiers d'entre eux et détériore gravement le statut de l'intermittence, restent plus que jamais mobilisés.

5) Il a encouragé diverses formes de répression syndicale ces derniers mois, mettant des syndicalistes en prison pour faits de grève, (José Bové mais aussi des syndicalistes de la manche ou du Nord) alors que la délinquance patronale reste non sanctionnée, ou amnistiée.

6) Impôts : alors qu'il faudrait assurer la solidarité par l'impôt progressif républicain, le gouvernement les a baissés pour les riches et les entreprises...Le président de la République exige de Jean-Pierre Raffarin une baisse l'impôt sur le revenu de 3 % en 2004 pour atteindre 33 % en cinq ans. Un chiffre est bien supérieur au 1 % prévu et qui porterait la baisse cumulée à 10 % depuis 2002, à cela s'ajoute les diminutions programmées de l'impôt sur la fortune (Isf), sur les sociétés (IS), de la taxe professionnelle, de la taxe sur les plus-values.

7) Il a diminué nombre de subventions d'associations populaires, culturelles ou de solidarité. Partout, il a réduit les services publics, diminués leurs moyens, et il s'est même proposé de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux alors que les besoins (et le chômage) sont immenses !

8) Le temps partiel encouragé : la prime pour l'emploi (PPE) sera majorée pour les salariés à temps partiel dès cette année. Maximale pour les emplois à mi-temps, la majoration sera décroissante selon le nombre d'heures travaillées

et nulle pour les emplois à temps complet.

9) La loi Dutreil votée fin juillet, dérègle le droit du travail en créant un "contrat d'accompagnement" à la création d'entreprises qui est un véritable système d'auto-exploitation, de faux salarié, de marchandage.

10) Il a planifié des mesures dites de décentralisation, mais qui sont autant de transfert d'impôts vers les localités, et autant d'affaiblissement des grands services de l'état : on l'a vu dans l'éducation nationale avec les conseillers d'orientation, les Toss, il s'agit de démantèlement de l'état républicain central dans ses grandes fonctions sociales donc celle de l'éducation pour favoriser ensuite son éclatement et sa marchandisation.

11) Deux propositions de loi de l'Ump visent l'un à permettre aux régions de financer à hauteur de 50 % les lycées privés, l'autre de casser littéralement l'inspection du travail en la contraignant à "garantir le bon fonctionnement de l'entreprise."

12) Universités et étudiants sacrifiés : depuis l'adoption en douce d'un décret gouvernemental visant les étudiants vivant en couple, ces derniers voient leurs allocations réduites de près de moitié. Un nouveau coup bas du gouvernement avant la rentrée. Les étudiants vivant en couple vont connaître une rentrée difficile. Selon le décret n° 2003-579 du 27 juin 2003 relatif à l'aide personnalisée au logement, applicable depuis le 1er juillet, tout étudiant vivant en couple doit faire face à une baisse drastique de près de 37 % de son allocation d'aide au logement. À cela s'ajoute le projet d'autonomie des universités, véritable marche forcée vers la décentralisation de l'éducation, qui devrait être mis en chantier dès la rentrée.

13) L'éducation nationale au régime sec Budget en berne : si 1 500 postes devraient être créés dans le primaire, 1 500 seront supprimés dans le secondaire. Et les créations de postes ne résultent que d'un redéploiement, 1 500 des 18 000 postes au concours du second degré n'ayant justement pas été pourvus. Les 20 000 " assistants d'éducation " promis par le ministère ne compenseront pas les 20 000 aides-éducateurs et les 5 600 surveillants. Un déficit en personnel de 6 000 postes. Sans compter que les " assistants d'éducation " auront des rémunérations très faibles, à hauteur d'un demi-SMIC.

14) A la rentrée, le projet "pour l'autonomie des universités" de Luc Ferry est toujours dans le tiroir et vise à démanteler les universités comme instrument national d'enseignement supérieur.

15) Autre mauvais coup, la rigueur appliquée au calcul des retenues sur salaire pour fait de grève dans la fonction publique, stipulée dans une circulaire publiée le 4 août au Journal officiel. L'arrêt Omont sera appliqué : les jours fériés, de congés, et les week-ends intercalés entre deux jours de grèves ne seront pas payés. Restent également les projets de décentralisation, ils prévoient toujours le transfert de plus de 90 000 personnels vers la fonction publique territoriale.

16) Pourtant en ce qui concerne le paiement des jours de grève, Raffarin veut imposer des sanctions centralisées. Pourtant, en la matière, une jurisprudence du 27/11/90 prévoit que celui-ci est légitime lorsque le salarié s'est mis en grève pour s'opposer à une modification unilatérale par son employeur de son contrat de travail. Ce qui était le cas des grèves enseignantes et des grèves contre la remise en cause du statut des retraites.

17) Le gouvernement a même osé menacer sans qu'on sache très bien ce qu'il veut faire, d'établir un "service minimum" contre le droit de grève notamment dans les transports.

18) Le gouvernement a laissé s'accroître le chômage de masse et a pris des mesures, non pas de relance mais de

récession. Il n'a pas développé le contrôle des licenciements contre les patrons-voyous, au contraire, il a supprimé la loi de modernisation sociale. Il a laissé filer les heures supplémentaires en diminuant leur coût, encourageant donc le "surtravail" au détriment de ceux qui n'ont pas d'emploi. Les laissés pour compte des plans sociaux ne retrouvent pas d'emplois, tandis que de Métaleurop à Flodor les patrons cyniques se lâchent impunément.

19) Santé comprimée : il a déréglementé 416 puis 84 médicaments. Il envisage d'imposer des tickets modérateurs new-look, de hausser les forfaits hospitaliers (que des dizaines de milliers ne peuvent pas payer et pour lesquels ils sont poursuivis).

20) Ce gouvernement a révélé sa vraie nature devant la canicule en août. Les 10 000 décès liés à la canicule de l'été mettent en évidence les conséquences tragiques de la "maîtrise comptable des dépenses de santé" traduite par suppressions de lits (- 30 %), les budgets comprimés, au point que les services de gérontologie ne disposaient pas de quoi répondre aux besoins urgents et, enfin, le manque d'effectifs dans les hôpitaux. Autant d'éléments sur lesquels les professionnels de la santé avaient alerté depuis bien longtemps le gouvernement : ils l'avaient répété en manifestant dès juin lors des deux premières canicules. Mais l'idéologie du gouvernement est claire : moins d'état, moins de cotisations sociales, moins de santé publique. Ce n'était pas du retard, cet été, le silence de Chirac, NI les bredouillages du ministre de la santé : c'était l'expression de leur pensée politique.

21) Idem à propos de tous les choix faits par Roselyne Bachelot contre l'environnement, pour la chasse, etc.

22) Les usagers de la RATP matraqués Avec la bénédiction du gouvernement, le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) a frappé fort en décidant d'augmenter de 4,1 % au lieu de 3 % en moyenne le prix des tickets et des abonnements dans les transports collectifs. Une hausse sans précédent qui se traduit par + 5,54 % pour la Carte orange mensuelle 2 zones, + 4,17 % pour le carnet de tickets de métro, + 3,6 % pour la carte Imagine'R (réservée aux jeunes et aux étudiants) et + 3,13 % pour les zones 1 à 8, couvrant Paris et la grande couronne.

23) Il y a eu aussi une hausse de 4 % du gaz...

24) Le droit de grève est aussi attaqué à compter du 1er janvier 2004, 9 000 douaniers en tenue (sur un total de 20 000) bénéficieront d'une année de bonification retraite pour cinq ans de service actif. En échange, le droit de grève serait restreint pour ces agents affectés à des missions sensibles.

25) La démocratie est bafouée systématiquement : non seulement le gouvernement a modifié les règles électorales, en faisant 7 grandes régions au lieu d'une seule liste nationale aux Européennes, et en limitant toute chance de représentation des petites listes aux régionales... mais à propos de la Corse, Nicolas Sarkozy l'a confessé, il espère une annulation du scrutin référendaire du 6 juillet dernier. Seule l'annulation " peut ouvrir une nouvelle perspective " pour la Corse, explique-t-il, " le problème statutaire ne se posant plus " après la victoire du non. Le Conseil d'État a été saisi de deux recours en annulation, l'un formé par les nationalistes de Corsica Nazione, l'autre par le président du Mouvement pour la Corse, Toussaint Luciani, tenants farouches du " oui ".

26) Il se propose d'étaler la privatisation de la Sécurité sociale, "la meilleure fenêtre de tir" étant selon Alain Madelin, compagnon de parti de Raffarin, entre 2004 et 2006, années "blanches" du point de vue électoral. Ils veulent baisser le coût du travail par tous les moyens, aussi bien les salaires directs (nets) que les salaires indirects (bruts). Ils veulent donc privatiser et réduire la protection sociale telle qu'elle existe en France depuis 1945.

27) Il fait voter une loi Sarkozy qui a encore pour fonction de retarder l'intégration, l'accueil des immigrés.

## Jean-Pierre Raffarin souhaite "une rentrée apaisée pour la France"

---

28) Toute sa politique sécuritaire vise à remplacer l'état social par l'état pénal, la prévention par la répression, l'aide sociale et solidaire par l'assèchement des budgets sociaux.

29) tandis qu'ils diminuent les impôts des riches, accroissent les déficits, diminuent les services publics, ils ont décidé le lancement d'un second porte-avion : autant d'écoles ou d'hôpitaux en moins.

30) Le seul qui ovationne Raffarin, c'est le Medef, lequel se voit accorder subventions, facilités, déréglementation du droit du travail, tandis que le Smic est plafonné en attendant d'être reconstitué vers 2005-06

**C'est un gouvernement extrémiste ultra libéral, composé d'idéologues sectaires, de culture anti-sociale, anglo-saxon, reaganiens, thatcheriens. C'est le premier gouvernement qui a affronté l'un des plus forts mouvements sociaux de ces soixante-dix dernières années sans négocier, sans concéder. Il a fait reculer l'âge de la retraite de 60 à 65 ans, et a baissé celles-ci de 30 %, favorisant les gains du capital au détriment de ceux du travail.**

**Normal qu'il se fasse siffler massivement au Stade de France ! Partout ce gouvernement doit se faire siffler. Partout, toute occasion doit être bonne pour lui dire "non".**

**Les prochains rounds :**

Inutile de crier "à la rentrée chaude", et pas davantage à la reprise de la grève générale ! Cela ne se passe jamais par proclamation, par incantation, par décret. Disons qu'il n'y a pas eu victoire, mais qu'il n'y a pas eu défaite. Dans ce deuxième round, après nov-déc 95, ce qui est nouveau, c'est que le gouvernement ultra droitier a "tenu bon" : il s'est donc expérimenté à la provocation, il y a pris goût, il va vouloir continuer, et donc, pour le battre, le mouvement devra être plus fort, plus uni, puis déterminé encore. Il faudra reprendre des forces et surtout susciter une issue politique.

Ce gouvernement fait mine cependant de n'être pas triomphaliste, car il n'est pas aveugle, il a les moyens de mesurer le phénomène de rejet qui le frappe. Chirac et Raffarin sont devenus des corps étrangers à la société française, une sorte de cancer libéral qui tente de la tuer en douceur dans son organisation actuelle. Ils ont suscité, chez des millions de salariés une haine formidable :

**" -Je suis vieux, mais ma haine est jeune" nous disait un enseignant de 54 ans, qui avait commencé à faire des cours à 26 ans, "ils m'ont pris cinq ans de ma vie et 30 % de ma retraite, jusque-là, je ne militais guère, j'étais plutôt sceptique et passif, mais là, je hais ce gouvernement comme jamais je n'en ai haï un auparavant".**

Les Français vont chercher à dire "Non", par tous les moyens, à ce gouvernement.

Dans la lutte et dans les élections. Ils ont dit "Non" en Corse, ils diront "Non" en Nouvelle Calédonie,

"Non" à l'Europe libérale, `

"Non" aux candidats UMP.

"Non" à Chirac, "Non à Juppé"

Non à Raffarin, à tous ceux qui leur auront menti et qui auront voulu les spolier de leur retraite.

Le "plan Fillon" est ressenti majoritairement comme une injustice flagrante à contre-courant de tout ce qui est possible, nécessaire, attendu.

Les Français vont chercher ceux qui, clairement, promettent d'abroger, sans ambiguïté, de façon claire et déterminée, les plans Fillon-Balladur et de leur redonner leurs droits légitimement gagnés.

La loi Chirac-Raffarin-Fillon est certes votée, mais pas encore appliquée, chaque année, en 2004, en 2007, 2012, 2020, chaque étape sera l'objet d'une contestation, d'une remise en cause, les retraites, c'est pas fini, ça commence ! La bataille pour le partage, la redistribution des richesses est centrale, dorénavant et pour longtemps.

### **L'agressivité des ultra-libéraux dogmatiques change la donne pour la gauche : unité vite !**

Ils n'ont pas encore gagné, loin de là. La France de 2003 n'est pas la Grande-Bretagne ni les Usa de 1983. L'ultra-libéralisme malgré les Bush et les Blair n'est pas à l'apogée mais sur le déclin et ce, aux yeux de la majorité de l'humanité. Les rapports de force se sont vérifiés : l'extraordinaire combativité du printemps 2003 est encore là pour montrer qu'après ce deuxième round, d'autres vont venir, plus hargneux, plus tendus.

Car, sur le fond, Chirac et Raffarin, Seillière ont perdu largement la bataille des idées. Leur propagande avait quelque chose de soviétique, de "stalinienne", trop "lourde" pour être crédible. Ils terminent le premier affrontement social avec 70 % de l'opinion contre eux. Rarement un gouvernement aura suscité autant de haine de la part de ceux qui produisent les richesses de ce pays, rarement la lucidité et l'amertume auront été aussi grandes, aussi massivement hostiles : ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme cela et c'est faute d'une alternative politique s'ils n'ont pas été plus loin en mai-juin. Mais les haines sont développées et profondes, jamais la formule "tout peut péter" n'aura autant sa place dans l'analyse des rapports de force.

**Cela impose à la gauche, à toute la gauche, elle ne semble pas le savoir encore, de se remettre en cause. Ce n'est pas la routine, les petits clans, les chamailleries, les divisions anciennes qui sont de mise : tout se joue et se déjoue. Face à une droite aussi réac, fanatique, il va falloir "mettre le turbo", passer à autre chose, c'est l'heure de grands partis, de grands rassemblements, de grandes unités syndicales et politiques, c'est l'heure de l'unité, partout à gauche, c'est l'heure des brasiers, pas des petits-bras...**